

ainsi qu'à l'offensive soviétique dans les domaines du commerce et de l'aide économique; ils ont par contre formulé des résolutions portant sur l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et sur l'accession de la Grande-Bretagne au Marché commun. Ils ont recommandé que l'OCDE accorde une attention particulière à la stabilisation des prix des matières premières, sur laquelle repose la prospérité des nations en voie de développement, et demandé aux États membres de calculer les effets des impôts indirects et des droits de douane sur la consommation des matières premières tropicales: café, cacao, tabac, dont il faudrait relever la consommation. Les représentants ont aussi demandé aux gouvernements de l'OTAN de consentir à importer des "quantités raisonnables" de produits fabriqués en provenance des pays en voie de développement, ainsi que du Japon et de Hong-Kong.

Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général a fait mention d'un mouvement de l'opinion américaine en faveur d'une association économique des États-Unis au Marché commun. Il a déclaré que l'opinion mondiale distingue plus clairement la nécessité d'ententes économiques régionales, grâce auxquelles les échanges commerciaux s'accroissent et les États membres renforcent leurs structures. La plupart des délégués ont estimé que l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun consoliderait l'Europe occidentale, et contribuerait à sa stabilité politique, mais ils ont signalé que l'unité atlantique, comme les échanges internationaux, se renforcerait par des programmes d'expansion commerciale dépassant au besoin les frontières des groupements régionaux. La conférence a insisté sur l'urgence d'une unité économique de l'Occident dans les cadres de la communauté atlantique.

Le débat économique a été marqué par une intervention d'un délégué du Canada, M. Louis-Joseph Pigeon, qui a rappelé qu'en 1959, le premier ministre canadien, M. Diefenbaker, avait proposé aux pays de l'OTAN de les aider à constituer des réserves de farine de blé. Il a remarqué avec regret que jusqu'à présent seules la Norvège et la Grande-Bretagne avaient profité de cette offre et constitué des stocks qui serviraient en cas de guerre. Il a aussi signalé qu'Ottawa se préoccupe depuis longtemps des moyens qui permettraient de combler les immenses besoins en produits alimentaires des pays sous-développés, et exhorté les délégués à appuyer la création d'une Banque alimentaire mondiale, placée sous l'autorité de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Le sénateur Javits, président de la Commission économique, s'est engagé à faire étudier le problème par cet organisme.

Statut de la conférence

Beaucoup de délégués font partie de l'Assemblée parlementaire européenne et du Conseil de l'Europe; se fondant sur l'expérience acquise, ils ont exprimé l'opinion que la conférence devrait devenir un organisme consultatif au sein de l'OTAN plutôt que de n'y avoir aucun caractère officiel. Un député français a préconisé la formation d'une Assemblée de l'Alliance atlantique, formée de parle-